N’est pire aveugle qui ne veut voir la réalité en face !

A propos du 17 octobre, du chaos et des suites….

mercredi 21 octobre 2026, par Jacques COTTA

La journée du 17 octobre n’a pas été avare d’images à sensation. Les médias en France, mais aussi à travers l’Europe et au delà, se sont largement fait l’écho de scènes absolument incroyables de dégradations, de pillages, et de violences multiples, au point de reléguer au second plan la mobilisation extrêmement importante dans toute la France, de 550 milles manifestants selon la police à 800 milles selon les organisateurs.

A la décharge des médias souvent mis en cause à juste titre d’ailleurs pour mettre en exergue une poubelle en flamme au détriment de revendications exprimées dans le calme, la réalité du 17 octobre est bien stupéfiante. Les exactions commises durant cette journée, non seulement à Paris, mais dans plusieurs grandes villes, Marseille, Angoulême, Lyon, Nice et autres, ont atteint des sommets, avec des Mairies attaquées, un office du tourisme dévasté, des boutiques pillées par milliers.

La condamnation est unanime, même si le ton est différent. Mais nul ne peut soutenir de tels agissements à la fois contraires à toute vie démocratique et opposés à la recherche de la moindre efficacité pour faire avancer une revendication et l’intérêt général. Une fois condamnés les pillards et leurs actions il est urgent de s’interroger sur la conduite politique des évènements, le 17 et les jours précédents, et sur l’issue politique à une situation explosive que les Français ressentent dans leur grande majorité. Bref, une fois affirmée une condamnation morale des exactions, s’interroger sur les responsabilités politiques et sur les réponses qui pourraient être apportées.

Deux faces de la même médaille

Deux positions qui semblent symétriquement opposées constituent en réalité les deux faces de la même médaille.

- D’un côté, largement instrumentalisée par ce qui reste de la Macronie, par les LR et de façon plus subtile par le RN, l’origine de la casse serait à rechercher dans l’organisation même des manifestations et dans l’appel à se mobiliser de façon massive et déterminée.
  Les fauteurs de trouble serait l’expression d’une immigration sans contrôle. La violence serait le témoignage du « choc des civilisations » pour reprendre la théorie de Samuel Huntington selon laquelle les conflits mondiaux de l’ère post-Guerre froide ne seraient plus de nature idéologique ou économique, mais culturelle et religieuse. Ces explications ne sont en réalité qu’une donnée du problème.
  LFI est mise en accusation de façon en réalité grotesque, comme si le voulant, ses chefs disposeraient de troupes organisées pour monter à l’assaut, et s’en prendre à des cibles pour le moins contre productives.
  Les conclusions tirées de ce coté là sont donc évidentes : répression policière renforcée au prétexte notamment de 1000 blessés dans les rangs de la police, chiffre que les plus attentifs remettent unanimement en cause, appel à un durcissement judiciaire hors norme, abaissement

de la majorité pénale, établissement de couvre-feu par quartiers, villes ou régions, interdiction de nouvelles manifestations, arrestations préventives…

- De l'autre côté, la condamnation des exactions du bout des lèvres tient à la considération des pillards non comme une racaille en bande organisée faisant ses emplettes à moindre coût dans des boutiques dévastées, mais comme une couche de la jeunesse exploitée, appauvrie, qui tente de résister au risque de plonger dans l'illégalité.
  Evidemment, cette appréciation ne résiste pas une seconde à l'examen des faits. Les pillages n'ont pas lieu pour manger mais pour revendre, sur internet notamment, des objets de luxe, vêtements ou accessoires de marque, téléphones portables, micro informatique, etc…

Cela pousse inévitablement à s'interroger sur le degré de décomposition de notre société et des relations sociales que les plus anciens ont eu le loisir de connaitre. Nous sommes à l'opposé d'une colère légitime qui affronte sur un terrain de classe l'ennemi et sa police. Les pillards au demeurant suffisamment crétins pour commettre leurs exactions sous les caméras de dizaines de téléphones portables, relèvent de ce que Marx et Engels qualifiaient —notamment dans « Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte » en 1852 de lumpenprolétariat, c'est à dire de couches les plus basses et marginales de la société, dénuées de toute conscience de classe, exclues du système de production, sans emploi, volant, agressant, incapables d'accéder à une conscience pour la transformation révolutionnaire de la société. En l'absence de toute conscience politique, cette couche est facilement manipulable par les forces hostiles au mouvement social, capable de servir de force d'appoint ou de milices rémunérées pour faire les basses oeuvres. Cette racaille n'a que faire du bien et de l'intérêt collectif.

Comment donc cette racaille entre t'elle en action ? En son sein les observateurs ont pu remarquer la présence de petits groupes très organisés, professionnels, agissant et noyautant ces crétins utiles à des fins bien déterminées, permettre justement que soient dénaturées des mobilisations sociales qui mettent de fait en cause la politique du gouvernement.

Crise politique au sommet de l'état

En une journée, l'état est apparu nu, incapable d'assurer sécurité, stabilité, ordre. L'action de la police est en cause, et à travers elle le commandement, la conception même du maintien de l'ordre dont le changement date de la présidence « socialiste » Hollande et du ministre de l'intérieur puis premier ministre Cazeneuve. La répression des mobilisations monstres sur les retraites, puis la violence déchainée contre les Gilets jaunes laissant paraitre la nouvelle stratégie policière du « Nassage » avec utilisation d'armes « semi létales », de Flash-ball, de grenades de toute sorte, dont de désencerclement, a rompu durablement le lien pourtant nécessaire en démocratie entre la population et sa police. Voir l'uniforme fait peur, et ne rassure pas. C'est ainsi que la crise sociale, politique, sécuritaire a culminé aujourd'hui en véritable crise politique. Son expression et les moyens mis en oeuvre pour la surmonter de la part du pouvoir sont sans issue.

- -> La police est apparue totalement désorganisée. Soit cette désorganisation est voulue par le commandement qui aura donc atteint son but, soit cette désorganisation touche au fond de l'institution.
  Parcours de manifestation arrêté la veille, ce qui interdit toute préparation et sécurisation, double parcours même, sous-estimation du nombre de manifestants évalué dans les prévisions à 120 000, soit cinq fois moins que le nombre atteint, absence de compagnie de CRS sur des points clés, manque de munitions… Tout y est, digne d'un film de science fiction.
  C'est visiblement la peur des gouvernants qui l'aurait emporté, les forces policières présentes ayant été concentrées sur les lieux de pouvoir, Assemblée nationale, Elysée, Sénat par

exemple, au détriment des lieux populaires laissés libres aux casseurs.
Le nassage enfin des manifestants laissant le terrain libre aux pillards durant des heures. Des pillards qui s'en sont évidemment pris aux commerces, mais d'abord à de simples citoyens venus manifester pacifiquement contre la vie chère, pour les revendications, sans qu'aucune force du maintien de l'ordre n'intervienne.
Tout cela s'inscrit bien à un niveau plus élevé encore dans la trajectoires « Gilets jaunes » et « retraites » des années passées.

- -> A qui profite le crime ? Au risque d'être qualifié de complotiste on peut répondre que le chaos bénéficie au pouvoir d'une part, incapable de répondre en terme politique et financier à la vie chère, au RN d'autre part dont Bardella s'est empressé d'endosser le costume de la fermeté.
  Des images sont parlantes, et pourtant fort peu reprises par les chaines de télévision. Un élu vert qui interpelle un lanceur de pavé sur la police, qu'il identifie comme étant lui même un policier déguisé tout en noir. Une scène répétée lorsqu'à quelques centaines de kilomètres des provocateurs, eux aussi tout de noir vêtus, se réfugient derrière un cordon policier qui les accueille sur ordre, pour échapper à des manifestants qui les ont identifiés. La présence de provocateurs policiers ne fait aucun doute.

- -> L'incapacité d'envisager une issue politique avec des mesures sérieuses est à l'origine de cette crise ouverte.
  « Il n'y a plus d'argent, il n'y a plus les moyens pour satisfaire des revendications qui couteraient des dizaines de milliards ». Voilà la réponse gouvernementale aux mobilisations populaires. Résultat, depuis des semaines, l'envoi des forces de police contre les lycéens dont le crime est de demander des enseignants pour être enseignés, des locaux pour être abrités, des emplois du temps pour pouvoir travailler. Déjà la scène de professionnels de la provocation incendiant un lycée devait faire basculer l'opinion qui à 75% voyait avec sympathie le mouvement lycéen. Vaine tentative même si dans l'opinion, l'image porte.
  Les Français sont sur le point de découvrir la supercherie, et c'est cela qui inquiète au plus haut niveau la macronie. Car les milliards existent, plus qu'il n'en faut.
  Dans le budget 2027 qui est débattu à l'Assemblée nationale, ce sont plus de 450 milliards qui sur injonction de Trump et de Van der Leyen pour l'Union européenne doivent être dévolus à la guerre, à l'industrie d'armement, à l'armée d'ici 2030. Ces milliards précisément sont prélevés au détriment des besoins des français, jeunes aux lycées, actifs au travail, plus âgés à la retraite. « Rendez l'argent », voilà qui devrait mobiliser tous ceux qui se disent proches des mobilisations en cours. Là est la difficulté première. Toutes les forces, que ce soit à l'Assemblée nationale ou au parlement européen ont voté les crédits de guerre, notamment au nom du soutien à l'Ukraine et de la guerre qui serait imminente avec la Russie.
  Non seulement le personnel politique en place, ou qui aspire à l'être, est incapable de mettre le doigt là où ça fait mal au système pour régler les revendications des Français, mais ce personnel est de plus incroyablement dangereux et inconscient en laissant croire qu'une solution à la guerre est plus de guerre, alors que là aussi c'est une réponse politique qui s'impose.

- -> C'est la stratégie du pourrissement qui domine.
  Le pouvoir pensait que la pluie et les vacances scolaires viendraient à bout de la détermination lycéenne. Et que quelques centimes sur le diesel régleraient le mécontentement général sur le pouvoir d'achat. Erreur. Chaque jour qui passe exige une réponse politique que ce pouvoir est incapable d'aborder.

Crise politique du monde ouvrier

Les manifestations et leur déroulement illustrent également une décomposition totale du monde ouvrier.

Cela ne signifie évidemment pas qu'ouvriers et salariés n'existent plus dans la société. Le monde ouvrier a subi dans les dernières années —au moins depuis François Mitterrand— avec une accélération notoire sous Hollande, Sarkozy et Macron, une désindustrialisation qui a frappé durement l'emploi industriel. Mais contrairement au voeu pieux qu'exprimait Serge Tchuruk alors PDG d'Alcatel en 2001, l'entreprise sans usine et sans ouvrier n'est qu'une fable dont rêvent des capitalistes qui désirent régler son compte une fois pour toute au « coût du travail ».

Les ouvriers, les salariés, les employés très affaiblis par la mondialisation capitaliste et la division internationale du travail existent toujours et sont aujourd'hui unis par des revendications qui concernent le quotidien, pouvoir se nourrir, se loger, se soigner, se déplacer, accéder à l'énergie nécessaire pour une vie décente, éduquer ses enfants, tenter de leur assurer un avenir acceptable notamment.

Mais leur représentation n'est pas seulement affaiblie. Dans les faits elle a globalement disparue. Les organisations syndicales se sont extrêmement réduites. Inutile dans ces conditions d'évoquer l'intervention éventuelle de services d'ordre pour éjecter la racaille des manifestations, interdire l'agression ses manifestants, démasquer la véritable nature des provocateurs. Il n'y a plus d'organisation puissante et plus de service d'ordre sérieux.

C'est donc un effondrement général auquel nous assistons, effondrement contre lequel quelques considérations morales, aussi justifiées soient-elles, ne pourront rien. Cet effondrement est entretenu sur le plan politique par un consensus d'ensemble. Une fois encore, nul n'exige le remboursement des sommes piquées aux Français pour alimenter aujourd'hui des guerres qui ne sont pas les nôtres, pour préparer le pire demain.

De la crise à la peur panique

Déjà lors de la première manifestions des Gilets jaunes qui arrivait d'ailleurs pacifiquement à la porte de l'Elysée, le président de la république Emmanuel Macron était terré. On apprendra un peu plus tard qu'un hélicoptère était prêt à évacuer le couple présidentiel de la cour de l'Elysée. En réalité, c'est un trait de la personnalité macronienne qui se dégageait, une peur panique face aux mouvements de foule que Macron lui-même par sa politique, son attitude, son style, avait provoqués.

Les ordres donnés à la police française dans la période Gilets jaunes de tirer sur des Français, faisant ainsi des dizaines d'énucléés ou d'amputés, trouve sans doute là une part d'explication.

Dans les jours qui se sont écoulés depuis le 17 octobre, l'éventualité de déclencher l'article 16 de la constitution a été évoquée au plus haut niveau de l'état. Macron aurait ainsi les pleins pouvoirs, pourrait suspendre au nom de la sécurité le processus électoral, concentrer tous les pouvoirs dans ses mains, tel le sauveur de la Patrie. Evidemment l'entreprise serait risquée et pourrait bien renforcer le mouvement de mécontentement d'ores et déjà amorcé. C'est notamment au nom du risque de voir le feu embraser la plaine que l'entourage proche du Président a conseillé de ne pas décider l'état d'urgence avec couvre feu au niveau national, mais de laisser les préfets décider au cas par cas.

Ce régime est au bord du précipice. La demande des groupes parlementaires de ne pas siéger à

l’Assemblée sur le Budget le samedi 24 octobre par peur de la manifestation appelée par d’anciens Gilets jaunes est plus révélatrice que tous les discours. Les représentants du peuple, élus par une partie du peuple, incapable de défendre leur politique, décident donc de se terrer, de retourner à l’abri de leur circonscription, de fuir le peuple rassemblé de peur d’une intrusion dans l’Assemblée. Tout un symbole qui annonce un avenir incertain…

Jacques Cotta
le 20 octobre 2026